

Le Burundi progresse vers la paix, la stabilité et le développement, estime l'ONU

UN News Centre, 6 décembre 2010 Le Burundi s'est sensiblement éloigné de son passé violent et a progressé vers la paix, la stabilité et le développement, a souligné le Secrétaire Général, Ban Ki-moon, dans son rapport sur la situation dans le pays publié la semaine dernière. « L'organisation dans un bref laps de temps de cinq élections - communales, présidentielle, législatives, sénatoriales et collinaires - a représenté un défi considérable et, pour la première fois depuis 1993, le Gouvernement burundais s'en est acquitté pleinement. Je souhaite remercier la communauté internationale ainsi que les organisations régionales et sous-régionales du soutien qu'elles lui ont apporté à cet égard », a écrit le Secrétaire Général de l'ONU.

« Bien que ces élections aient provoqué de profondes divisions entre acteurs politiques, et qu'un seul parti va dominer le paysage politique pendant les cinq prochaines années, il est remarquable de constater que cette situation n'a pas entraîné un retour de la violence à grande échelle, comme craint. Je pense que le fait que la confrontation ait été, dans une large mesure, circonscrite au domaine politique, témoigne de la maturité croissante de la classe politique burundaise, du rôle actif joué par une société civile de plus en plus forte et indépendante et, surtout, du fait que la population souhaite voir s'installer durablement la paix et le développement », poursuit le rapport. Entre mai et septembre 2010, la vie politique a été dominée par une série de scrutins. Il s'agissait des élections communales (24 mai), présidentielle (28 juin), législatives (23 juillet), sénatoriales (28 juillet) et collinaires (7 septembre). L'inscription sur les listes électorales s'est déroulée du 21 janvier au 8 février, et 3.541.596 votants ont été enregistrés sur une population estimée à 8.059.574 de personnes. Bien que la fin de l'année 2009 ait été marquée par des violences entre groupes de jeunes affiliés à des partis politiques - en particulier les Forces nationales de libération (FNL) et le Conseil national pour la défense de la démocratie-Forces pour la défense de la démocratie (CNDD-FDD) - la situation en matière de sécurité reste relativement stable à l'approche des élections communales, à l'exception de quelques incidents isolés. La situation en matière de sécurité, « bien que relativement stable au cours de la période considérée, est toujours préoccupante », a toutefois estimé Ban Ki-moon. « La criminalité reste élevée, en particulier les vols à main armée, les meurtres et les violences sexuelles. Ces actes sont dans une large mesure liés au grand nombre d'armes en circulation dans le pays, à des différends fonciers et à la situation socioéconomique du pays », a-t-il ajouté. Au cours de la période électorale, deux troupes importantes de sécurité ont été déployées dans l'ensemble du pays. Les violences liées aux élections ont intensifié au cours de la campagne électorale, et l'annonce des résultats préliminaires des élections communales a été suivie d'une augmentation sensible du nombre d'attentats à la grenade contre des lieux publics: 106 entre le 1er juin et le 8 juillet, qui ont fait 11 morts et 63 blessés. Le budget pour les élections s'élevait à 46,5 millions de dollars, et était administré par l'intermédiaire d'un fonds géré par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Outre 7,9 millions de dollars, apportés par le Gouvernement burundais, des fonds ont été reçus des pays et organismes suivants : Allemagne, Australie, Belgique, Canada, Chine, Égypte, États-Unis d'Amérique, France, Japon, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Union africaine, Union européenne, PNUD et Fonds pour la consolidation de la paix. Les élections présidentielles se sont déroulées le 28 juin 2010, en dépit de leur boycottage par l'ADC-Ikibiri. Le candidat, le Président en exercice, a été élu avec 91% des voix. La Commission électorale nationale indépendante a annoncé que la participation s'était élevée à 76%, contre 91% lors des élections communales. « Les observateurs internationaux ont félicité la Commission pour la façon dont elle a géré les scrutins. Ils ont toutefois déploré le contexte politique dans lequel ces élections s'étaient déroulées, en particulier le boycottage par l'opposition, l'interdiction de toute campagne politique contre le candidat unique, plusieurs actes de violence avant et après la campagne ainsi que les nombreux cas d'arrestation de membres de partis politiques d'opposition », a indiqué le Secrétaire Général. Les élections législatives se sont déroulées le 23 juillet 2010. Les observateurs internationaux ont déclaré que les élections avaient été pacifiques et bien organisées, tout en regrettant l'arrestation de plusieurs membres de partis d'opposition et la réticence de la Commission électorale à adopter des mesures visant à renforcer la transparence du processus électoral. « Les nombreux signes de progrès ne doivent pas être réduits à néant par le retour de la violence ou des violations des droits de l'homme. Les récents incidents qui se sont produits dans le nord-ouest du pays sont de ce fait particulièrement préoccupants, et j'exhorte les autorités burundaises à n'épargner aucun effort pour assurer la sécurité dans les zones concernées, ainsi que pour traiter les causes sous-jacentes de l'insécurité », a souligné Ban Ki-moon. « La situation Burundi a suffisamment progressé, en dépit des problèmes susmentionnés. J'encourage par conséquent la communauté internationale à réorienter progressivement son soutien au processus de paix en faveur d'une assistance en matière de redressement, de développement et de consolidation démocratique. Les cinq prochaines années seront essentielles à cet égard, notamment en raison de l'instabilité politique toujours grande et de la volatilité de la situation sécuritaire dans la région des Grands Lacs », a conclu Ban Ki-moon.